

## 4 Energie et précarité

Le logement est un facteur essentiel d'intégration sociale. Outre le loyer, le coût de l'énergie consommée est un élément déterminant des difficultés de maintien dans ce logement. Dans chaque département l'Etat, les collectivités locales, les organismes sociaux, les distributeurs d'énergie consacrent des sommes importantes à pallier les difficultés de paiement des factures d'énergie des familles en situation précaire. Ces dispositifs ont deux limites essentielles : ils ne règlent pas le problème de surconsommation et ils sont souvent saturés par l'ampleur de la demande.



### Energie, logement et action sociale

Les consommations d'énergie ne sont pas une fatalité, les montants des factures non plus.

Les consommations dépendent d'un certain nombre de facteurs, en tête desquels interviennent les propriétés thermiques du logement et la qualité des équipements. Le comportement des occupants augmente ou diminue la consommation de base, souvent au détriment du confort et de la salubrité du logement. Le montant de la facture dépend lui de la multiplication des consommations par le prix de l'énergie utilisée.

Chaque situation est particulière, des opérations de communication globale sont possibles et souvent pertinentes, mais elles ciblent généralement des postes comportementaux ou de petits équipements qui n'influent que sur une part modeste du problème.

Des actions de sensibilisation et de formation des travailleurs sociaux pourront être efficaces par leur effet démultiplicateur et l'intégration des démarches de maîtrise dans le quotidien professionnel, notamment au cours des visites domiciliaires. Cela suppose tout de même une forte adhésion des personnels sociaux ainsi que leur nécessaire disponibilité.

L'action la plus efficace reste la visite domiciliaire individuelle par un technicien qui prendra le temps d'expliquer aux familles les raisons et conséquences de leurs consommations. Il pourra chercher avec la famille, en fonction du contexte, les meilleures solutions adaptées au budget familial ou aux contraintes du propriétaire dans le locatif.

Le financement d'équipements ou de travaux d'amélioration thermique est le levier indispensable à l'apport de solutions pérennes. Les dispositifs généraux (ANAH, aide fiscale) ne sont pas toujours suffisants pour compenser le manque de moyens des familles et parfois des bailleurs. Des financements complémentaires et l'indispensable animation pour leur orientation permettent de cibler les priorités énergétiques. ●

## Un exemple : le FAME\* en Ariège

\*Fonds d'Aide à la Maîtrise de Energie.

Depuis une dizaine d'années le département de l'Ariège s'est doté d'un dispositif pour aider les familles à revenus modestes à apporter des solutions aux surconsommations d'énergie. Cette action consiste en des visites domiciliaires, à la demande des travailleurs sociaux ou de la commission des impayés, permettant la réalisation d'un diagnostic thermique simple et la délivrance de conseils comportementaux ou de travaux d'amélioration. Ces visites et conseils peuvent donner lieu à l'octroi de subventions pour la réalisation de ces travaux.

Aucun critère d'éligibilité n'est requis à priori, sauf celui d'être préconisé par un service social. Les visites sont effectuées par l'association A3E, le rythme actuel est d'une centaine de dossiers traités par an répartis entre des propriétaires occupants et des locataires.

Les travailleurs sociaux et les propriétaires bailleurs participent parfois aux visites, ce qui permet en général une meilleure efficacité dans le suivi du dossier.

Un rapport comprenant le bilan thermique, un descriptif de la situation et l'évaluation des travaux préconisés ainsi que les économies générées, est présenté devant une commission. Celle-ci décide, au regard de la situation sociale et de l'intérêt des travaux, d'une subvention complétée ou non de la recherche d'autres financements.

Dans la plupart des cas, les travaux préconisés sont implés et efficaces: déroulage d'un isolant dans le grenier, calfeutrage, pose d'un poêle à bois ou au fuel. Ils sont souvent réalisables par les familles qui

s'impliquent ainsi dans l'amélioration de leur logement.

Le délai entre la proposition et la réalisation des travaux peut être long, parfois 2 ans, ceci est dû aux difficultés à convaincre les propriétaires et à rechercher des financements complémentaires.

Selon la complexité des travaux, un accompagnement, sous forme de conseils, est proposé pour aider les intéressés dans les choix techniques et leur mise en œuvre.

Les subventions attribuées par le fonds sont très variables, elles ciblent l'efficacité maximale à moindre coût, quand elles viennent en complément d'un autre financement elles permettent la réalisation d'actions de fond, comme la pose d'un chauffage central.

Un retour dans les familles se fait un ou deux ans après les travaux. Il permet l'évaluation de l'action et fait apparaître une économie de l'ordre de 8,75 euros (considéré sur 10 ans, temps moyen de vie des équipements) pour une subvention de 1 euro.

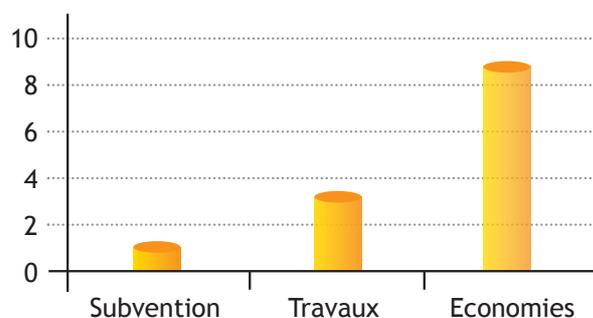
Outre sa finalité directe, la réalisation de travaux, cette action permet l'acquisition d'une bonne connaissance du parc des logements occupés par les familles en situation difficile, et l'apport d'un appui technique aux services sociaux souvent démunis face à la complexité des usages de l'énergie et de son marché. ●

### ➔ En savoir plus :

**Franck Dimitropoulos**  
A3E

Pavillon n° 1, Maison de la Forêt  
09000 Loubières  
Tél/Fax. 05 61 03 09 77  
e-mail : dimitropoulos@a3e.net

Une série de logements a été revisitée quelques années après l'intervention. Cette contre-visite a permis de mettre en évidence les résultats économiques de l'opération.



Pour 1 euro de subvention, 3,3 euros de travaux sont générés et l'économie sur 10 ans (durée de vie moyenne des équipements) est de 8,75 euros.

### ➤ Variations

Entre un logement très bien isolé et le même logement non isolé, la consommation de chauffage peut varier d'un facteur 3; entre l'énergie distribuée la moins chère et l'énergie distribuée la plus chère, le coût du kWh varie d'un facteur 3.

Ceci explique les importantes variations que peuvent connaître les budgets familiaux en matière d'énergie. Malheureusement les logements occupés par les familles en difficulté sont rarement les mieux isolés et sont, généralement, ceux alimentés par l'énergie la plus chère.

### ➤ Chauffe eau solaire et économies

Pour une famille de 6 personnes, l'installation d'un chauffe-eau solaire peut générer une économie annuelle de l'ordre de 400 euros. L'investissement d'environ 4500 euros peut être modéré par l'obtention de primes (ANAH, ADEME,...). Si le cumul de prime atteint 60 % de l'investissement et si le solde est réglé par un prêt, l'installation est amortie en moins de 5 ans.